

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MONTÉLIMAR

Sommaire¹

CHAPITRE 1 : Réunions du Conseil municipal

Article 1 : Périodicité et lieu de réunion

Article 2 : Convocations - Ordre du jour

Article 3 : Accès aux dossiers

Article 4 : Questions orales

CHAPITRE 2 : Commissions et comités consultatifs

Article 5 : Commissions municipales

Article 6 : Commission d'appel d'offres

Article 7 : Commission de concessions de services et de travaux

Article 8 : Commission consultative des services publics locaux

Article 9 : Comités consultatifs

CHAPITRE 3 : Tenue des séances du Conseil municipal

Article 10 : Présidence

Article 11 : Quorum

Article 12 : Mandat

Article 13 : Secrétariat de séance

Article 14 : Accès et tenue du public

Article 15 : Enregistrement et retransmission des débats

Article 16 : Séance à huis clos

Article 17 : Police de l'assemblée

CHAPITRE 4 : Débats et vote des délibérations

Article 18 : Déroulement de la séance

Article 19 : Débats ordinaires

Article 20 : Débat d'orientation budgétaire

Article 21 : Suspension de séance

Article 22 : Votes

CHAPITRE 5 : Comptes rendus des débats et des décisions

Article 23 : Procès-verbaux

Article 24 : Comptes rendus

CHAPITRE 6 : Dispositions diverses

Article 25 : Droit d'expression - Bulletin municipal

Article 26 : Modification du règlement intérieur

1

Figurent dans le texte du présent règlement intérieur du Conseil municipal de la commune de Montélimar :

- En **caractères italiques**, précédées de la mention « Texte(s) », les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avec référence des articles et du code concernés.

- En **caractères droits**, précédées de la mention « Règlement intérieur » les dispositions propres au règlement intérieur.

Le présent règlement intérieur du Conseil municipal de la commune de Montélimar établi conformément aux dispositions de l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et approuvé par l'Assemblée délibérante lors de sa séance du 9 septembre 2020 suivant délibération n°1.00 a pour objet de fixer les mesures de fonctionnement interne du Conseil municipal.

CHAPITRE 1 : Réunions du Conseil municipal

Article 1 : Périodicité et lieu des réunions

Textes : « Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet (...).

Le conseil municipal se réunit et délibère à la mairie de la commune. Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances (...). » - **Article L.2121-7 du CGCT.**

« Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice (...).

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai. » - **Article L.2121-9 du CGCT.**

Règlement intérieur : Le Conseil municipal se réunit en principe le mercredi ou le jeudi en salle du conseil à l'Hôtel de Ville, place Emile Loubet à Montélimar (26200).

Le lieu de la réunion pourra être modifié si les conditions le justifient et en vertu de l'article L.21-21-7 du CGCT.

Pour l'application du 2^{ème} alinéa de l'article L.2121-9 du CGCT ci-dessus, la demande de convocation du Conseil municipal, écrite et signée par le nombre requis des membres du conseil en exercice, est adressée au maire dans les conditions et suivant l'une des trois (3) modalités énoncées au deuxième paragraphe de la partie « règlement intérieur » de l'article 2 ci-dessous.

Article 2 : Convocations – Ordre du jour

Textes : « Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet. (...) la convocation est adressée aux membres du conseil municipal trois jours francs au moins avant celui de cette première réunion. (...). - **Article L.2121-9 du CGCT.**

« Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse ». - **Article L.2121-10 du CGCT.**

« (...) une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure (...). » - **Article L.2121-12 du CGCT.**

Règlement intérieur : C'est le maire qui fixe l'ordre du jour des réunions du Conseil municipal qui est reproduit ou joint à la convocation. Dans le cas où la réunion se tient sur demande du représentant de l'Etat ou des conseillers municipaux comme le prévoit l'article L.2121-9 du CGCT, le maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les points qui font l'objet de la demande.

La convocation est portée à la connaissance du public par affichage sur les panneaux d'informations municipales prévus à cet effet dans le hall d'entrée de l'Hôtel de Ville.

La convocation est adressée de manière dématérialisée aux conseillers municipaux à une adresse électronique (personnelle) de leur choix.

Les conseillers municipaux informent le maire de leur choix d'adresse électronique par un écrit portant toutes informations nécessaires. Cet écrit est :

- soit adressé par voie postale, par pli recommandé avec avis de réception, à l'attention du maire de Montélimar à Mairie de Montélimar, Direction Générale des Services, Hôtel de Ville, Place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTEILMAR cedex,
- soit remis contre récépissé dûment daté et signé à la Direction Générale des Services de Montélimar à l'adresse ci-dessus (heures d'ouverture du lundi au jeudi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h et le vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures),
- adressé par voie électronique à : dgs@mairie-montelimar.fr qui en accusera réception.

Les conseillers municipaux qui font le choix de recevoir leur convocation par écrit à leur domicile ou à une autre adresse de leur choix en informent également le maire dans les conditions ci-dessus suivant l'une des modalités énoncées.

Sont également joints à la convocation, un modèle de mandat (pouvoir), le procès-verbal des débats de la précédente réunion du Conseil municipal ainsi que la liste des décisions prises en application de l'article L.2122-22 du CGCT depuis la dernière réunion du Conseil.

Article 3 : Accès aux dossiers

Textes : « *Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.* » - **Article L.2121-13 du CGCT.**

« *La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés (...).* » - **Article L.2121-13-1 du CGCT.**

« (...) *Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur (...).* » - **Article L.2121-12 du CGCT.**

« *Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.*

Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration (...). » - Article L.2121-26 du CGCT.

Règlement intérieur : Les membres du Conseil municipal ont également le droit d'être informés des affaires de la commune qui font l'objet d'une décision prise par délégation du Conseil municipal.

A compter de la date d'envoi des convocations, les conseillers municipaux peuvent consulter, tous les jours ouvrés (hors samedi, dimanche et jour férié) jusqu'à la réunion du Conseil municipal, les dossiers préparatoires, les décisions et, lorsqu'il y a lieu, les projets de contrats ou de marchés et l'ensemble des pièces qui les accompagnent, sur place, en mairie de Montélimar à la Direction Générale des Services, à l'adresse et aux heures d'ouverture précisées à l'article 2 du présent règlement.

Dans tous les cas, ces documents seront tenus en séance à la disposition des membres du Conseil municipal.

Exception faite des dispositions de l'alinéa 2 de l'article L.2121-12 ci-dessus, le statut de conseiller municipal n'accorde à celui-ci aucune prérogative par rapport à tous citoyens et/ou administrés, lorsqu'il sollicite un service municipal d'une question, d'une demande d'information ou d'une demande de communication d'un document.

Article 4 : Questions orales

Texte : « Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. (...) le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions. A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil municipal.

A la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal.

L'application du deuxième alinéa ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an. » - Article L.2121-19 du CGCT.

Règlement intérieur : Lorsque l'ordre du jour est épuisé, les membres du Conseil municipal ont la possibilité de poser des questions orales ayant uniquement trait aux affaires de la commune et ne comportant pas d'implication personnelle.

Le texte des questions est adressé au maire, dans les conditions et suivant l'une des trois (3) modalités énoncées au deuxième paragraphe de la partie « règlement intérieur » de l'article 2 ci-avant, un (1) jours ouvré (hors samedi, dimanche et jour férié) au moins avant une réunion du Conseil municipal.

Les questions parvenues après l'expiration de ce délai sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

L'exposé d'une question doit être conforme au texte adressé au maire.

Si le texte de la question est abondé ou modifié lors de l'exposé, la réponse apportée sera énoncée sur la base de la question adressée tel qu'énoncé ci-dessus.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, le maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du Conseil municipal spécialement organisée à cet effet.

Si l'objet des questions le justifie, le maire peut également décider de les transmettre pour examen aux commissions permanentes concernées.

CHAPITRE 2 : Commissions et comités consultatifs

Article 5 : Commissions municipales

Texte : « Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

(...) la composition des différentes commissions (...) doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. » - **Article L.2121-22 du CGCT.**

Règlement intérieur : Le principe retenu est celui des commissions permanentes constituées pour la durée du mandat municipal.

Le Conseil municipal peut également décider de créer des commissions temporaires pour l'examen d'une ou plusieurs questions spécifiques.

Le maire est président de droit des commissions permanentes et des commissions temporaires dont les membres sont désignés en son sein par le Conseil municipal.

Le maire peut déléguer la présidence de ces commissions. Dans ce cas, le vice-président de la commission élu lors de la première réunion de celle-ci est appelé à la convoquer et à la présider en cas d'absence ou d'empêchement du maire ou de son représentant par délégation.

Les convocations aux réunions des commissions permanentes ou temporaires sont faites par le président de la commission et adressées aux membres de celles-ci, par voie dématérialisée, accompagnées de l'ordre du jour, au moins cinq (5) jours francs avant la date de la réunion.

Les commissions permanentes et temporaires ont pour mission d'instruire les affaires devant être soumises au Conseil municipal. Elles ont un rôle de préparation des décisions du Conseil municipal. A ce titre, elles n'émettent que des avis. Elles n'ont pas de pouvoir de décision.

Leurs réunions des commissions ne sont pas publiques.

Peuvent assister et être entendues dans les commissions toutes personnes qualifiées dont la présence est souhaitée par le président de la commission.

Chaque commission fixe ses modalités spécifiques de fonctionnement lors de sa première réunion.

Article 6 : Commission d'appel d'offres

Textes : « Pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, [...], le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L.1411-5. [...] » - **Article L.1414-2 du CGCT.**

« [...] Il. - La commission est composée :

a) Lorsqu'il s'agit [...], d'une commune de 3 500 habitants et plus [...], par l'autorité habilitée à signer [...] ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

[...] Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires. [...] » - **Article L.1411-5 du CGCT.**

Règlement intérieur : Il est retenu le principe d'une seule commission d'appel d'offres (CAO) à caractère permanent mais une CAO spécifique peut toujours être constituée par le Conseil municipal pour la passation d'un marché déterminé.

L'élection des membres titulaires et suppléants de la CAO a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages et en cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la CAO par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la CAO par le Conseil municipal lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Article 7 : Commission de concessions de services et de travaux

Textes : « Les dispositions des articles L.1411-5, L.1411-5-1, L.1411-9 et L.1411-18 s'appliquent aux contrats de concession des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics. » - **Article L.1410-3 du CGCT.**

« [...] Il. - La commission est composée :

a) Lorsqu'il s'agit [...], d'une commune de 3 500 habitants et plus [...], par l'autorité habilitée à signer [...] ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

[...] Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires. [...] » - **Article L.1411-5 du CGCT.**

« Les membres titulaires et suppléants de la commission chargée d'ouvrir les plis, prévue à l'article L.1411-5, contenant les offres des candidats susceptibles d'être retenus comme délégataires d'un service public local sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel ». - **Article D.1411-3 du CGCT.**

« Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. » - **Article D.1411-4 du CGCT.**

Règlement intérieur : Il est retenu le principe d'une seule commission de concessions de services et de travaux (CCST) à caractère permanent mais une CCST spécifique peut toujours être constituée par le Conseil municipal pour la passation d'une concession déterminée.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la CCST par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la CCST par le Conseil municipal lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Article 8 : Commission consultative des services publics locaux

Textes : « [...] les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière. [...].

Cette commission, présidée par le maire, [...] le président de l'organe délibérant, ou leur représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante [...]. - Article L.1413-1 du CGCT.

Règlement intérieur : Il est retenu le principe la création de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de la commune de Montélimar, présidée par le maire ou son représentant par délégation, est composée de dix (10) membres titulaires et d'autant de suppléants dont six (6) membres titulaires et six (6) membres suppléants élus par le Conseil municipal en son sein, et quatre (4) membres titulaires ainsi que leurs suppléants représentants d'associations locales nommés également par le Conseil municipal.

L'élection des membres titulaires et suppléants de la CCSPL issus du Conseil municipal a lieu sur la même liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. En cas d'égalité de reste, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages et en cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué aux plus âgés des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire élu de la CCSPL par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral des membres élus de la CCSPL par le Conseil municipal lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Article 9 : Comités consultatifs

Texte : « Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales.

Sur proposition du maire, il en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours.

Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal, désigné par le maire.

Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués. » - **Article L.2143-2 du CGCT.**

Règlement intérieur : Les avis émis par les comités ne peuvent avoir qu'une valeur consultative.

Chaque comité consultatif adoptera son règlement intérieur visant à fixer ses conditions de fonctionnement.

CHAPITRE 3 : Tenue des séances du Conseil municipal

Article 10 : Présidence

Textes : « Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote. » - **Article L.2121-14 du CGCT.**

« La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal. [...] » - **Article L.2122-8 du CGCT.**

Règlement intérieur : En cas d'absence ou d'empêchement du maire, il est remplacé par un adjoint ou un conseiller municipal dans l'ordre du tableau.

Le président déclare les séances ouvertes et dirige les débats.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum et dirige les débats. Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour. Il fait observer le présent règlement intérieur. Il maintient l'ordre et y rappelle les membres qui s'en écartent.

Il accorde la parole aux membres du Conseil municipal qui en font la demande en levant la main. Aucun conseiller municipal ne peut parler sans avoir obtenu la parole du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Article 11 : Quorum

Texte : « Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L.2121-16 à L.2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum. » - Article L.2121-17 du CGCT.

Règlement intérieur : Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, celle-ci ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le président lève la séance et renvoi la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers municipaux absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 12 : Mandat

Texte : « Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives (...). » - Article L.2121-20 du CGCT.

Règlement intérieur : Le mandataire remet le pouvoir de vote qu'il a reçu au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller municipal mandant. Un pouvoir de vote peut être donné au cours de séance par un conseiller municipal obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au président de séance leur souhait de se faire représenter.

Article 13 : Secrétariat de séance

Texte : « Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations. » - Article L.2121-15 du CGCT.

Règlement intérieur : Le(s) secrétaire(s) de séance assistent le président de séance pour, la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, la constatation des votes et du bon déroulement du scrutin. Il(s) contrôle(nt) l'élaboration du procès-verbal de séance.

Article 14 : Accès et tenue du public

Texte : « Les séances des conseils municipaux sont publiques. [...] » - Article L.2121-18 du CGCT.

Règlement intérieur : Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle où est réuni le Conseil municipal. Le public doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Un rappel à cette invitation peut être fait à l'initiative du maire. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 15 : Enregistrement et retransmission des débats

Texte : « (...) Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L.2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle. » - **Article L.2121-18 du CGCT**.

Règlement intérieur : Les débats sont enregistrés afin de garantir la rédaction fidèle du procès-verbal.

Le maire peut interdire la retransmission si celle-ci entraîne des pratiques de nature à troubler le bon ordre et le déroulement des travaux du Conseil municipal et porter atteinte à la sérénité des débats.

Article 16 : Séances à huis clos

Texte : « (...) sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos. (...) » - **Article L.2121-18 du CGCT**.

Règlement intérieur : Lorsqu'il est décidé que le Conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 17 : Police de l'assemblée

Texte : « Le maire a seul la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi. » - Article L.2121-16 du CGCT.

Règlement intérieur : Le maire fait observer et respecter le présent règlement intérieur.

Il peut rappeler à l'ordre tout conseiller municipal qui entrave le bon déroulement de la séance du Conseil municipal et lui couper la parole si nécessaire. Si celui-ci persiste à entraver les travaux du Conseil municipal, le président peut le faire expulser de la salle de réunion.

CHAPITRE 4 : Débats et votes des délibérations

Article 18 : Déroulement de la séance

Règlement intérieur : Le maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers municipaux, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint ou si aucune condition de quorum ne s'impose pour la séance considérée et cite les pouvoirs (mandats) reçus.

Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles, lesquelles seront portées en marge du texte du procès-verbal de la séance concernée.

Le maire rappelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Il accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au Conseil municipal de nommer le(s) secrétaire(s) de séance.

Chaque affaire est présentée par le maire ou par les rapporteurs désignés par lui. Dans ce dernier cas, la présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du maire.

Il peut aussi soumettre au Conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil municipal.

Il rend compte des décisions qui ont été prises en vertu de la délégation du Conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du CGCT.

Les agents municipaux requis par le maire assistent aux séances mais ne participent pas aux délibérations. Seul le maire peut les interroger et ils restent tenus par l'obligation de réserve.

Les personnalités extérieures (Experts, techniciens...) pourront être autorisées à intervenir en séance du Conseil municipal, à la demande du maire, pour apporter tout élément utile au débat. Ces personnalités ne participent pas au vote.

Article 19 : Débats ordinaires

Règlement intérieur : La parole est accordée par le maire aux membres du Conseil municipal qui la demandent en levant la main. Un membre du Conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du maire, même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du Conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du Conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire qui peut, s'il y a lieu, mettre en œuvre les stipulations de l'article 17 du présent règlement intérieur.

Aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 20 : Débat d'orientation budgétaire

Texte : « Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

(...) le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, (...). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

(...), le rapport (...) comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. (...). » - **Article L.2312-1 du CGCT.**

Règlement intérieur : Le débat d'orientation budgétaire peut avoir lieu lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour, ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il doit avoir lieu dans les deux (2) mois qui précèdent l'examen du budget par le Conseil municipal et au moins quinze (15) jours avant cet examen.

La convocation à la séance du Conseil municipal lors de laquelle doit avoir lieu le débat d'orientation budgétaire est accompagné du rapport sur les orientations budgétaires.

Le débat d'orientation budgétaire donne lieu à délibération qui doit faire l'objet d'un vote du Conseil municipal et sera enregistré au procès-verbal de séance.

Article 21 : Suspension de séance

Règlement intérieur : C'est le maire qui prononce les suspensions de séance.

Il lui revient de fixer la durée de la suspension de séance.

Une suspension est de droit à la demande d'au moins un quart (1/4) des membres du Conseil municipal présents.

Article 22 : Votes

Textes : « (...) Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante. » - Article L.2121-20 du CGCT.

« Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Tout conseiller municipal atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe est autorisé à se faire assister par une personne de son choix. » - Article L.2121-21 du CGCT.

Règlement intérieur : Si un projet de délibération ne rencontre pas d'opposition, ou que personne ne demande la parole, le maire constate que la décision est adoptée à l'unanimité.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée ou au scrutin secret.

Le vote est constaté par le maire et le(s) secrétaire(s) de séance qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre. Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

CHAPITRE 5 : Comptes-rendus des débats et des décisions

Article 23 : Procès-verbaux

Règlement intérieur : Les séances du Conseil municipal sont enregistrées afin de faciliter l'établissement du procès-verbal rapportant ainsi l'intégralité des débats audibles à l'enregistrement.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit celle de son établissement. Les membres du Conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal.

Article 24 : Comptes rendus

Texte : « Dans un délai d'une semaine, le compte rendu de la séance du conseil municipal est affiché à la mairie et mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe. » - **Article L.2121-25 du CGCT.**

Règlement intérieur : Le compte rendu de séance du Conseil municipal, qui présente une synthèse des délibérations et décisions, est affiché sur les panneaux implantés à cet effet à l'Hôtel de Ville, place Emile Loubet, 26200 MONTELIMAR.

Le compte rendu est également mis en ligne sur le site Internet de la commune de Montélimar dans la rubrique « Conseil Municipal ».

CHAPITRE 6 : Dispositions divers

Article 25 : Droit d'expression

Texte : « (...) lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale.

Les modalités d'application du présent article sont définies par le règlement intérieur du conseil municipal. » - **Article L.2121-27-1 du CGCT.**

Règlement intérieur : L'article L.2121-27-1 du CGCT, confère aux conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale le droit de s'exprimer lors de la diffusion par la commune d'informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal.

L'espace dédié à ce droit d'expression dans le journal d'informations municipales et sur le site Internet de la ville s'établit comme suit :

- Dans le journal d'informations municipales, un espace d'expression de 335 caractères est réservé à chaque conseiller n'appartenant pas à la majorité municipale. Les textes étant logiquement proposés conjointement par plusieurs conseillers formant « groupe », l'espace d'expression disponible pour ces derniers est obtenu par la somme des caractères dont dispose chacun de ces conseillers pris individuellement. Dans l'espace ainsi défini sont inclus le ou les noms des élus et/ou de la liste et le titre de l'article avec leurs équivalents taille/caractère.
- Sur le site Internet de la ville, un espace reproduira l'(es) article(s) parus dans le journal d'informations municipales.

Les textes sont rédigés et transmis sous forme de fichier informatique Mac ou PC, format WORD, en « Times New Roman » corps 12 et doivent respecter le nombre de signes autorisés. Les rédacteurs s'engagent également, conformément aux termes de l'article L.2121-27-1 du CGCT :

- à ne s'exprimer que sur les réalisations et la gestion de la commune,
- à respecter les dispositions du Code électoral encadrant le droit de la communication institutionnelle en période électorale.

Les textes doivent être remis au directeur de la publication dans un délai compris entre quinze (15) et trente (30) jours avant la parution de chaque numéro du journal d'informations municipales faute de quoi, l'emplacement réservé sera matérialisé dans la publication par un espace blanc avec mention qu'aucun article n'a été transmis. Pour ce faire, le directeur de la publication informera chacun des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale de la date de parution de chaque numéro du journal d'informations municipales au moins quarante-cinq (45) jours avant cette dernière date.

Article 26 : Modification du règlement

Règlement intérieur : Le présent règlement intérieur peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un tiers (1/3) des membres en exercice du Conseil municipal. Le vote interviendra à la séance suivante du Conseil municipal.